

Ce numéro : forum libre

Éditorial

La Suisse s'est vendue aux États-Unis

La neutralité suisse est un concept qui, pour la plupart des partis politiques, est figé à jamais. Dans les discours, le plus attaché à l'indépendance du pays est sans conteste l'Union Démocratique du Centre (UDC).

Il ne se passe pas un jour sans que les dirigeants de cette formation ne dénoncent la collaboration avec les pays de l'Union européenne et déclarent que la Suisse doit rester libre comme l'ont proclamé les hommes qui se sont réunis au Grütli en 1291.

Et puis, d'un coup, on doute de la position de l'UDC car on

découvre que ce parti a une position à géométrie variable. Pour s'en convaincre, il suffit de penser à l'attitude de Guy Parmelin, d'Albert Rösti et consorts face aux positions conservatrices des États-Unis et à la propension de ses dirigeants à vouloir diriger le monde.

Décidant de manière dictatoriale, Donald Trump a fixé à 39% les droits de douane dont les américains devront s'acquitter pour importer nos produits suisses.

Plusieurs dirigeants de grandes entreprises suisses sont alors allés trouver le président américain et, pour le faire fléchir, lui ont remis des cadeaux mirifiques : lingot d'or, montre Rolex, etc. À tel point que deux conseillers nationaux des Verts viennent de porter plainte pour corruption.

Les droits de douane ont finalement été ramenés à 15 %... mais à quel prix ! La Suisse devra acheter davantage d'armes américaines (le scandale des F-35 n'a pas suffi !), du poulet chloré et du bœuf aux hormones. Les entreprises du pays devront investir 200 milliards de francs aux USA, ce qui risque d'avoir de graves conséquences pour notre marché du travail.

En acceptant ces conditions, la Suisse s'est couchée devant les États-Unis. C'est très inquiétant dans la mesure où la neutralité du pays est remise en question car la Suisse, selon les exigences de la Maison-Blanche, devra adopter certaines sanctions et durcir le ton à l'égard de la Chine. Et l'UDC, à ce jour, n'a pas protesté !

Rémy Cosandey

SDN, ONU, turlututu...

Organisations bidon
Beaux étendards des nations
Qui votent des résolutions
Décrètent des condamnations
A quoi servent ces mascarades ?
Je vous le demande, camarade !
Des milliers de fonctionnaires
Sont payés à ne rien faire
A remplir des formulaires
Des discours faits pour les sourds
Désillusion, au secours !
Bien loin d'être égalitaires
Des clubs fermés, et sectaires
Sérieux changements à faire
Afin d'éviter les guerres.

Emilie Salamin-Amar

Comment et avec qui fêterez-vous ?

L'hiver est bien là. Ce serait le moment de décorer un sapin de Noël, mais nous sommes nombreux-ses à y renoncer (peut-être pour laisser le sapin faire son ~~bouteau~~ ☺ **boulot** ! »»» transformer en bois le CO₂ qu'on continue d'émettre hors limite). D'autres renoncent au foie gras, aux vacances en avion ou aux échanges de cadeaux inutiles. Bravo !

À la place, mieux vaut soutenir des projets méritoires, en effet... et pas seulement pour se donner bonne conscience ; chaque geste compte.

En page 10, L'Essor vous en suggère trois, à tout hasard, même si vos boîtes aux lettres débordent sûrement déjà d'appels à l'aide...

Ceci dit, pour chacun-e d'entre vous : **Bonnes fêtes !**

Sergio Mattarella, une figure de haute moralité

Un abonné de L'Essor, M. Renato Cardone, de Lausanne, réagit à l'un des articles de Berardino De Bari, publié dans le dernier numéro de notre journal.

Je vous envoie ces quelques mots pour vous faire part de ma surprise à la lecture du texte du Dr Berardino De Bari, paru dans L'Essor No 5 d'octobre dernier.

Si je partage totalement son indignation relative à l'attitude du gouvernement italien et de son premier ministre Giorgia Meloni (elle tient au masculin), concernant le génocide de Gaza, je ne partage pas du tout sa violente prise de position contre le président de la République italienne, Sergio Mattarella.

Loin de moi le désir de polémiquer avec le Dr De Bari, chacun-e ayant le droit d'exprimer son opinion, mais je considère que le président Mat-

tarella, comme par ailleurs d'autres présidents de la République qui l'ont précédé, est une figure de haute moralité. Je trouve dommage, et même grave, de ne pas le reconnaître.

Le Dr De Bari écrit que la dernière prise de position du président Mattarella sur ce sujet est celle de décembre 2024. Or, peut-être, il n'a pas écouté celle du 30 juillet 2025, lors de la «Ceremonia del Ventaglio» au Quirinal.

Comme le Dr De Bari le sait certainement, l'Italie n'est pas une République présidentielle comme la France par exemple, et le rôle du président de la République en Italie est celui de garant de l'application de la Constitution et du bon fonctionnement des institutions.

Je terminerai en disant que, personnellement, je me sens tout à fait représenté par le président Sergio Mattarella.

Renato Cardone

Une exposition sur les micro-organismes

2 Plongez au cœur d'un univers aussi fascinant qu'insoupçonné : celui des micro-organismes qui vivent autour de nous et en nous. Invisibles à l'œil nu mais omniprésents, ces êtres minuscules s'organisent en véritables communautés : les microbiomes. Ils influencent profondément notre santé, nos environnements et l'équilibre des écosystèmes. Présents depuis les origines de la vie, indispensables au fonctionnement du monde vivant, ils restent pourtant largement méconnus.

Au Musée de la main, l'exposition « **INVISIBLES, la vie cachée des microbes** » nous invite à découvrir leurs divers habitats : des sols aux océans en passant par l'air et les plantes, ou encore le corps humain.

Que sont les **microbes** au juste ? À quoi ressemblent-ils ? Où se cachent-ils ? Comment vivent-ils en communautés ? Quelles fonctions y jouent-ils ? Comment interagissent-ils ? Comment communiquent-ils ? Quels sont les rôles des micro-organismes aquatiques ? Que font les microbes aériens ? Comment les microbes qui

peuplent le sol, les plantes, les animaux et les êtres humains agissent-ils ? Ça en fait des questions, non ?

L'exposition nous invite à revoir notre perception de ces êtres vivants invisibles à l'œil nu et nous offre un

aperçu des recherches scientifiques qui étudient ces fascinantes communautés. Elle révèle leurs rôles cruciaux dans l'équilibre du vivant, au cœur des processus biologiques indispensables au développement, au maintien, voire à la réparation des environnements. Leurs actions peuvent être impliquées dans la transformation et la conservation d'aliments, dans la production de matériaux biodégradables ou encore dans la dépollution.

À travers les dispositifs interactifs de cette exposi-

tion, vous découvrirez la complexité et le dynamisme du monde insoupçonné de la vie microbienne, ainsi que les défis que doit relever, dans ce domaine, la recherche fondamentale. Une expo à voir !

LE MUSÉE DE LA MAIN UNIL-CHUV

Le Musée de la main est un espace dédié à la culture scientifique et médicale. Il conçoit des expositions thématiques au croisement des sciences, de la culture et de la société. En alliant savoirs et expériences, il offre un regard croisé sur des enjeux contemporains, invite à la réflexion et interroge les pratiques et les connaissances qui façonnent nos corps ou nos perceptions.

Ses expositions immersives et participatives font de ce musée un lieu apprécié des esprits curieux. Quant aux familles, elles ne sont pas en reste puisque des ateliers et des visites guidées sont une belle occasion d'explorer de manière interactive le monde microbien. Des parcours-jeu pour les plus jeunes leur font découvrir l'exposition de manière ludique.

Programme complet et informations :
www.musedelamain.ch

Le service civil menacé par la droite

Actuellement, 6000 personnes effectuent des périodes de service civil. C'est très peu par rapport aux 120 000 personnes accomplissant leur service militaire. Mais c'est malheureusement encore trop pour la majorité des parlementaires de droite. Ceux-ci, lors d'une récente session, ont pris des décisions de durcissement qui auront pour effet de diminuer le nombre de jeunes pouvant effectuer leur service civil, alors que leur engagement est indispensable à la cohésion sociale.

Que ce soit dans le social, dans l'enseignement, dans la santé, dans la protection de l'environnement et dans bien d'autres secteurs, la quantité et la qualité des prestations du service civil pâtiront de la diminution des effectifs. Ce que fournissent les civilistes sera supprimé sans être remplacé.

Andreas Wolf, directeur de la **Fondation Économie et Écologie**, explique que la suppression de 40 % des admissions au service civil dans le domaine de la protection de la nature aura des conséquences désastreuses pour notre société et notre économie. « *L'extinction des espèces s'accélérera, ce qui entraînera une nouvelle détérioration de la qualité de l'eau potable, une augmentation du risque d'inondations, une aggravation des effets des canicules, une baisse de la qualité de nos espaces de loisirs de proximité et une diminution de la production alimentaire* ».

Maximiliano Wepfer, responsable de la communication auprès de la **Fédération suisse pour l'accueil de jour de l'enfant**, ajoute : « Les

affectations des civilistes contribuent à atténuer les conséquences négatives du manque de personnel et de main-d'œuvre qualifiée dans le domaine de l'éducation et de l'accueil extra-familial. Sans eux, nos membres se trouveraient dans une situation encore plus critique et tendue ».

Priska Seiler Graf, conseillère nationale socialiste et co-présidente de la **Fédération suisse pour le service civil (CIVIVA)**, commente : « *Les jeunes militaires qui ont pris la décision de passer au service civil ne se laisseront guère dissuader par ces mesures punitives. Tout au plus, cela conduira à une augmentation du nombre de personnes optant pour la voie bleue, c'est-à-dire l'exemption pour des raisons médicales. Ces jeunes manqueront alors dans les deux organisations, le service civil, mais aussi l'armée* ».

Les mesures prévues affaiblissent une institution qui soutient notre société et touchent précisément les domaines où le manque de moyens se fait déjà sentir aujourd'hui. Fabien Fivaz (Les Verts), conseiller aux États et co-président de CIVIVA, ajoute : « *Ces restrictions au service civil ne sont qu'une première étape. La suite est connue : réintroduction de l'examen de conscience et, d'ici la fin de la décennie, la disparition définitive du service civil avec l'introduction de l'obligation de servir dans le domaine de la sécurité* ».

Conclusion : **il faut sauver le service civil**. Dans un premier temps, nous invitons nos lecteur-trice-s à signer le référendum qui vient d'être lancé. Ne tardez pas : le délai référendaire expire le 15 janvier prochain.

Rémy Cosandey

Remise du 12^e prix CIVIVA

La Fédération suisse pour le service civil CIVIVA récompense régulièrement un engagement extraordinaire en faveur du service civil. Le 2 décembre, à Berne, le 12e Prix CIVIVA a été décerné à Caritas Suisse.

Caritas Suisse est une organisation humanitaire qui s'engage pour un monde sans pauvreté. À travers ses projets en Suisse et dans une vingtaine de pays, elle promeut la solidarité, la dignité humaine et la cohésion sociale, des valeurs particulièrement importantes face aux défis actuels tels que les inégalités et les catastrophes climatiques. En cas de catastrophe ou de guerre, Caritas apporte une aide d'urgence, que ce soit au Myanmar, en Ukraine ou à Blatten, en Suisse.

Plus de 15 personnes effectuent leur service civil et s'engagent dans différents domaines au sein de Caritas. Cet engagement illustre combien le service civil constitue une ressource essentielle dans la promotion de la solidarité dans notre pays.

La Démocratie a besoin de vous

L'extrême droite progresse partout sur la planète. Aux États-Unis, Donald Trump s'en prend quotidiennement à la démocratie et aux droits des femmes et des minorités. Et cela avec le soutien des oligarques de la technologie. En France, l'extrême droite de Marine Le Pen et son Rassemblement National se rapprochent dangereusement du pouvoir.

La Suisse n'échappe pas à ces évolutions alarmantes : l'année prochaine, trois initiatives visant à déconstruire notre démocratie seront soumises aux urnes ! Soutenue par les mêmes forces réactionnaires, l'UDC s'en prend aux plus faibles et fait de la politique pour les riches et leurs *lobbies*. En même temps, la droite nationaliste veut isoler la Suisse.

S'engager localement

Le moment est venu de s'engager dans votre ville, commune ou village, pour empêcher la destruction de notre démocratie. Les groupes locaux que vous pouvez rejoindre vous sont présentés, à la fin de cet article. Mais, dans un premier temps, il s'agit de faire le poids, tous ensemble, contre ces trois votations en 2026 qui seront décisives pour la démocratie :

Initiative de résiliation

« *NON à une Suisse à 10 millions* »

La dangereuse initiative dite «de résiliation» de l'UDC décidera si la Suisse suivra la voie populiste et isolationniste de Trump, de Le Pen et de l'AfD allemande, ou si au contraire notre pays conservera son ouverture, avec la libre circulation des personnes et la voie bilatérale.

Initiative « 200 francs, ça suffit »

Avec son initiative de réduction de moitié de la redevance **radio-TV**, l'UDC veut mettre à genoux la SSR afin d'empêcher une couverture médiatique indépendante. Son modèle : différents cercles de droite nationaliste, de Victor Orban à Giorgia Meloni, qui veulent détruire l'information publique et de qualité.

Initiative sur la neutralité

Cette initiative veut empêcher la Suisse de reprendre toute sanction de l'UE. Ce faisant, elle empêcherait que de graves violations du droit international et des droits humains puissent être reconnues comme telles et punies par la Suisse. Il s'agit en réalité, malgré son nom, d'une initiative pro-Poutine.

4

Ces initiatives, sur lesquelles nous devons bientôt nous prononcer, émanent toutes trois de l'UDC. Contentons-nous ici d'examiner un peu plus en détail au moins la première d'entre elles :

Initiative de résiliation

Ce que l'UDC veut obtenir, avec celle-ci, c'est tout simplement la résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE). Donc l'isolement de la Suisse. Des licenciements massifs et une hausse du chômage sont attendus. Les 1,5 million de citoyen-ne-s de l'UE vivant en Suisse doivent s'attendre à tout moment à ce que leurs enfants et leurs conjoint-e-s soient expulsé-e-s du pays. Dans un monde où Trump et ses sbires sèment le chaos et la haine, il est plus que jamais nécessaire d'entretenir des relations stables avec nos pays voisins et de témoigner notre reconnaissance envers nos collègues de travail, nos ami-e-s et nos voisin-e-s. Ce sont souvent elles et eux qui soignent nos malades, prennent soin de nos aîné-e-s et construisent nos maisons et nos routes. En avons-nous assez conscience ?

En Suisse

N'allons pourtant pas croire que tout va bien, en Suisse. L'extrême droite progresse aussi chez nous, comme partout sur la planète. Alors avant de vous présenter quelques chiffres, balayons devant notre porte. Plusieurs élu-e-s de l'UDC ont affiché leur soutien à Donald Trump et à son programme néo-fasciste. Par exemple :

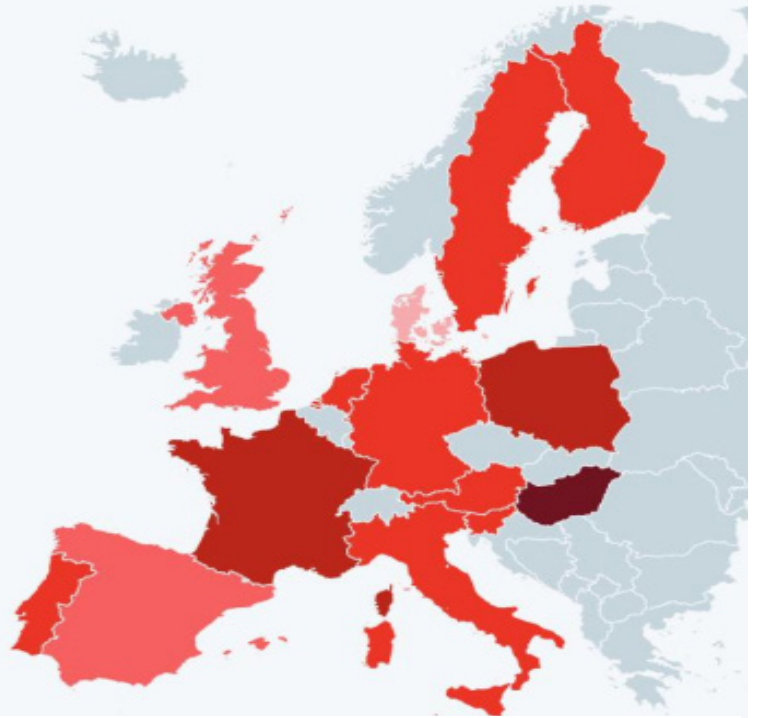
- Albert Rösti, conseiller fédéral : « *Je penche plutôt pour Trump* »
- Magdalena Martullo-Blocher, vice-présidente : « *Trump aime la Suisse* »

On le sait, le RN, l'UDC et Trump utilisent les mêmes méthodes démagogiques : obsession de l'immigration, discours distillant la peur de l'autre et imagerie xénophobe. Après son élection au Conseil national, l'élue UDC Thomas Stettler (JU) a affirmé que son parti n'était pas raciste, mais « *xénophobe peut-être* ». Cet aveu n'est pas surprenant : des élus UDC ont régulièrement été condamnés pour des propos racistes. C'est le cas par exemple de Jean-Luc Addor, condamné en 2020 pour discrimination raciale.

suite »»»

Quelques chiffres – Pourcentage des voix obtenues par les partis d'extrême droite les plus importants, lors des dernières élections législatives chez nos voisins :

Hongrie		54%	Fidesz-KDNP
Pologne		35%	PiS
France		32%	RN
Autriche		29%	FPÖ
Italie		26%	FdI
Pays-Bas		24%	PVV
Slovénie		24%	SDS
Portugal		23%	Chega*
Suède		21%	SD
Allemagne		21%	AfD
Finlande		20%	PS
Gr-Bretagne		14%	Reform UK
Espagne		12%	Vox
Danemark		8%	DD



En France

En France, le **RN** et la famille de Marine Le Pen s'approchent un peu plus du pouvoir, à chaque élection. Aux élections législatives de 2024, une mobilisation historique de la société civile et de la gauche plurielle a permis *in extremis* d'empêcher l'accès de Jordan Bardella à Matignon.

Apologie du nazisme, racisme, homophobie, c'est le « musée des horreurs » au sein du **RN**. Lors des élections législatives anticipées de 2024, le **RN** a montré son vrai visage : une de leurs candidates s'est affichée en uniforme nazi, une autre a participé à une prise d'otage, plusieurs candidat-e-s ont tenu des propos ouvertement antisémites et/ou racistes et plusieurs ont également tenu des propos niant la Shoah ou regrettant les retombées migratoires de la colonisation française.

Le **RN** s'inspire même directement de l'**UDC**. Des liens forts existent de longue date entre l'**UDC** et le **RN**. En 2011 déjà, Marine Le Pen vantait le « courage » et la « liberté de parole » d'Oskar Freysinger. L'ancien élu valaisan est connu pour ses prises de position xénophobes et islamophobes.

Aux États-Unis

Depuis son retour à la Maison-Blanche, Donald Trump installe un système autocratique et autoritaire à la tête des États-Unis. Il a systématiquement affaibli l'indépendance de la justice et des médias et licencié arbitrairement des dizaines de milliers de fonctionnaires. Il a éliminé le droit à l'avortement, fait expulser illégalement et violemment des milliers de personnes sans passeport américain et supprimé le Département de l'éducation. Entre autres...

S'engager, maintenant

Mais revenons à la Suisse. Les sondages sont clairs : l'**UDC** risque d'atteindre des records aux élections fédérales de 2027. C'est pourquoi, comme nous le disions au début de cet article, **le moment est venu de s'engager**.

Avec le soutien du Parti socialiste suisse, une vingtaine de groupes d'action se sont déjà constitués dans toute la Suisse romande. Notamment à (*en vrac*) : **Genève, Plainpalais, Jonction, Bulle, Lancy, Lausanne-Centre, Lausanne-Nord, Le Grand-Saconnex, Martigny, Vevey, Nyon, Bernex, Carouge, Le Mont-sur-Lausanne, Vernier, Neuchâtel, La Chaux-de-Fonds et Bienne**. Ces groupes locaux vont s'efforcer de mobiliser leurs concitoyens en organisant diverses actions : débats-conférences, distribution de dépliants, manifestations ou prises de paroles locales, etc.

Pour y participer près de chez vous, voir la page web **pour-la-democratie.ch/comites**

– Les Comités locaux pour la Démocratie

Au moment de mettre sous presse, la page web annoncée n'était pas encore en ligne.

Alternative en attendant : consultez notre site www.journal-lessor.ch/comites pour joindre ces groupes locaux.

Une lettre d'Abd el-Krim, régent de la république du Rif, pour le centenaire de la bataille d'Ayacucho (Pérou), en 1925

Le 9 décembre 1824, l'armée libératrice commandée par Antonio José de Sucre écrasait l'armée royaliste espagnole lors de la bataille d'Ayacucho (Pérou). Le centenaire de cet événement fit l'objet de commémorations en Amérique latine qui se prolongèrent durant l'année 1925.

L'un des messages à cette occasion fut celui du dirigeant de la République du Rif – dans le nord du Maroc – (proclamée en 1923), Abd el-Krim el-Khattabi, en lutte contre les colonialismes espagnols et français qui s'étaient partagés le protectorat sur le Maroc en 1912. Les combattants rifains écrasèrent l'armée espagnole lors de la bataille d'Anoual (22 juillet au 9 août 1921), un événement important des luttes anticoloniales dans le monde arabo-musulman.

Dans sa lettre publiée par le journal *Vida Obrera* (2 octobre 1925) publié à Buenos Aires, Abd el-Krim affirma : « *Il n'est point de droit plus sacré, plus indéniabie que celui de tout peuple à se gouverner et à se donner la forme de gouvernement qui convienne le mieux à son tempérament et à ses aspirations* ». Il salua la mémoire des héros indépendantistes latino-américains. Et d'ajouter : « *Corrompue par la guerre mondiale, livrée à l'anarchie morale par suite des intérêts impérialistes propres au régime capitaliste, l'Europe a perdu le droit d'imposer ses idées et sa volonté aux peuples des autres continents. (...) Alors sonnera l'heure pour Alger, Tunis, Tripoli, dont le peuple se prépare déjà au moment de la grande délivrance* ».

Pour Abd el-Krim, son mouvement n'était pas poussé « *par la haine contre l'Espagne qui, naguère, fut notre patrie et le berceau de nos ancêtres* », rappelant l'histoire commune durant sept siècles entre le Maghreb et Al Andalus (l'Espagne musulmane). « *Et le moment fatal où une guerre religieuse [ndlr: la prise de Grenade en 1492 par les Rois catholiques, Fernando de Aragón et Isabel de Castilla] nous chassa d'une péninsule ornée par notre art et enrichie par notre activité fut aussi le moment fatal qui voua ce pays bien-aimé à l'irréparable décadence dans laquelle il est à présent plongé. Le chauvinisme de la caste militaire et catholique en Espagne est le fléau qui a entraîné son peuple dans une guerre folle et désastreuse et fait du Maroc le cimetière de ses enfants* ».

Un point de vue partagé en Espagne : en 1923, peu avant le coup d'État instaurant la dictature militaire du général Primo de Rivera, une manifestation indépendantiste à Barcelone arbora côte à côte les drapeaux catalan et rifain !

En 1926, Abd el-Krim dut toutefois se rendre aux forces supérieures en nombre de la France et de l'Espagne. Déporté jusqu'en 1947 à l'île de la Réunion, il profita d'un voyage vers la France pour se réfugier en Égypte où il résida jusqu'à sa mort en 1963, refusant de rentrer au Maroc tant qu'il y resterait encore un seul soldat étranger (français ou états-unien). Au Caire, il constitua un comité de libération du Maghreb, tentative d'unifier les mouvements anticolonialistes du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie. L'un de ses premiers actes, à la demande du dirigeant vietnamien Hô Chi Minh, fut un appel aux soldats marocains enrôlés par la France dans la guerre d'Indochine (1946-1954) afin que ceux-ci désertent pour rejoindre les rangs des combattants vietnamiens.

Plus récemment, signe de l'intérêt dans le monde arabo-musulman que suscita ultérieurement l'expérience rifaine, un bulletin de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) publia en 1971 un compte rendu d'une entrevue entre Mao Zedong et une délégation du Fatah, où le dirigeant chinois avait déclaré aux militants palestiniens : « *Chers camarades, vous êtes venus me voir pour que je vous parle de la guerre populaire de libération, alors que, dans votre histoire récente, il y a Abd el-Krim el-Khattabi, qui est une des principales sources desquelles j'ai appris ce qu'est la guerre populaire de libération* » (Abd el-Krim et la république du Rif, p. 400).

Pour conclure, relevons cet hommage du vice à la vertu, une citation du maréchal Lyautey (1^{er} résident français au Maroc, de 1912 à 1925) : « *Abd el-Krim est considéré ouvertement comme le seul et unique sultan du Maroc depuis Abdelaziz, vu que Moulay Hafid a vendu le pays à la France par le traité du Protectorat et que Moulay Youssef est seulement un fantoche entre mes mains* » (María Rosa de Madariaga, *Abd-el-Krim El Jatabi : La lucha por la independencia*. Madrid, Alianza Editorial, 2009). Voilà qui en dit long sur la dynastie royale toujours au pouvoir au Maroc.

Hans-Peter Renk, Le Locle

– Texte intégral de la lettre d'Abd el-Krim : www.maroc-realites.com/document/273

– *Abd el-Krim et la république du Rif : actes du Colloque international d'études historiques et sociologiques 18-20 janvier 1973*. Paris, F. Maspero, 1976 (Collection « Textes à l'appui »)

– Aux origines du Hirak : les rébellions du Rif, d'hier à aujourd'hui – Le Desk (par les Détricotteuses, Laurence De Cock et Mathilde Larrère) : ledesk.ma/enclair/aux-origines-du-hirak-les-rebellions-du-rif-dhier-aujourd'hui/

Femmes honorées dans l'espace public

Ô noms ! — Au nom des femmes

En vous promenant dans nos villes et villages suisses, ou même en restant à la maison à tenir bénévolement la liste d'adresses des membres d'une association quelconque, vous avez sûrement remarqué ici ou là un parc, une rue ou une place « Général Guisan »... quand ce ne sont pas les Major Davel, Johann Pestalozzi, Philippe Plantamour, David de Pury, Numa Droz et autres Isaac de Rivaz qui sont mis à l'honneur.

Des hommes, en grande majorité. Ils furent souvent militaires, hommes d'État, industriels, notaires, banquiers ou autres. Plus rarement artistes ou pédagogues, mais quand même – et surtout – des hommes.

En Suisse romande, de nos rues nommées en hommage à des personnes, 5 à 10 % seulement de celles-ci portent le nom d'une personnalité féminine. À Sion en Valais, il n'y a pas si longtemps, seules deux rues portaient le nom d'une femme : Sainte Marguerite et Sainte Anne ! Outre ces évidentes lacunes, les choses s'avèrent même plus subtiles quand on se met à étudier sérieusement le phénomène. Les grandes rues, avenues et boulevards échoient plus souvent aux hommes; les ruelles, venelles, sentiers et autres petites places... aux femmes. C'est avéré. Des chercheuse-eur-s sont même allé-e-s jusqu'à mesurer la longueur des voies concernées; les hommes l'emportent au petit jeu de celui qui a la plus longue (sic) !

Certes, ce « favoritisme » envers la gent masculine n'est pas propre à la Suisse. En France, de la même manière, la liste des noms de rue les plus communs ne compte, sur les 50 premières places, que ces trois femmes : Notre-Dame, Marie Curie et Jeanne-d'Arc ! Le peloton de tête des noms les plus attribués est, dans l'ordre : Charles de Gaule, Louis Pasteur, Victor Hugo, Jean Jaurès, Jean Moulin, Léon Gambetta, Général Leclerc, Jules Ferry et le Maréchal Foch. Des rues par milliers pour ces seuls dix noms ! Un simple manque d'imagination ?

Mais le vent tourne...

En Suisse, des collectifs de femmes ont conscientisé leurs concitoyen-ne-s et fait pression auprès des instances communales et cantonales afin qu'un effort significatif soit entrepris vers un meilleur équilibre.

En Valais, par exemple, le centre sportif d'Ovronnaz a été rebaptisé en hommage à la freerideuse **Estelle Balet**. Et en 2026, c'est au lycée **Collège Ella Maillart** que les élèves feront leur rentrée !

Dans le canton de Genève, je cite¹ : « il y a actuellement [il y avait] 549 rues qui portent des noms d'hommes et 43 des noms de femmes. Cent femmes remplissant les critères officiels pour obtenir une rue à leur nom et choisies dans la mesure du possible dans une logique intersectionnelle, ont [temporairement] trouvé une place dans les rues de la Ville. Des plaques alternatives ont été apposées [dans divers quartier, sous les plaques officielles] selon les thématiques suivantes : militantisme, arts, Genève internationale, politique, sciences, entrepreneuriat et professions libérales, travailleuses et ouvrières, femmes de parole, littérature et voyage. [...] Certaines² ont depuis obtenu une plaque officielle à leur nom et le processus de féminisation de la nomenclature genevoise entamé par les autorités de la Ville et du Canton se poursuit ».

Dans le canton de Vaud, ça bouge aussi. À Lausanne par exemple, au début 2022, sur les 690 rues de la ville, 100 portaient un nom masculin et 3 seulement un nom féminin. Or, ce chiffre passera à 30 d'ici 2026. Pas encore la parité, mais un pas vers plus d'égalité, pour un changement dans les mentalités.

Au 1^{er} octobre 2025, **Violette Tailens**, **Sophie Mercier** et **Charlotte Olivier** y ont rejoint les

femmes honorées dans l'espace public. Ces trois femmes sont à l'origine d'institutions pionnières. La première, Violette Tailens, fut co-fondatrice de l'APEF (aujourd'hui l'Entraide familiale vaudoise) qui proposait de l'aide concrète aux femmes et familles défavorisées. Violette y a œuvré sans discontinuer, jusqu'en 1969.

Sophie Mercier, quant à elle, fut fondatrice de la première crèche de Lausanne et même de Suisse romande en 1873. Charlotte Olivier, médecin, fut pionnière de la lutte contre la tuberculose et créa le refuge de Sauvabelin³.

Concluons en mentionnant que la place Centrale a été rebaptisée place des Pionnières, honorant ainsi toutes celles dont le courage et les parcours hors du commun ont fait bouger les lignes !

Mario Bélisle

En 2006, quelques Amis rendirent à Violette Tailens une dernière visite. J'y étais. À chacun, elle offrit un p'tit cadeau symbolique. Pour moi, ce fut son dernier numéro de L'Essor, qu'elle n'avait pas eu la force de lire, me dit-elle. Un carré en première page mentionnait que votre journal cherchait un bénévole, en remplacement de Fritz Tüller, tombé malade. J'ai donné suite ; c'était il y a vingt ans... et j'y suis toujours. **Merci Violette.**

C'est de te voir maintenant honorée par ta ville qui m'a inspiré cet article.

– MBe

1 Citation tirée de : 100elles.ch

2 La page Wikipédia [Féminisation des noms de rue à Genève](#) détaille cette action et donne la liste des rues rebaptisées.

3 Ville de Lausanne : Communiqué du 05.05.2025

Baisse de la redevance : un cadeau empoisonné

Le 8 mars prochain, les électriciens et électrices suisses seront appelés à se prononcer sur une initiative populaire de l'UDC visant à baisser de 335 à 200 francs la redevance due pour la radio et la télévision. Il s'agit là d'une attaque brutale contre le service public audiovisuel suisse.

En voulant réduire drastiquement la redevance, l'UDC remet en question le rôle d'un média public dont la mission est de fournir une information de qualité et de contribuer à la cohésion nationale. La Direction de ce parti veut ainsi ouvrir la voie aux intérêts privés, au risque de voir proliférer le fait divers plutôt que l'analyse et la polémique au lieu du débat.

L'acceptation de cette initiative entraînerait des coupes par centaines de millions de francs, la disparition de milliers d'emplois et une diminution drastique des programmes proposés. De plus, le risque est important que la Suisse latine soit sacrifiée au profit de la Suisse alémanique et que le sport soit délaissé.

Sans crainte d'être censurée

La SSR est une institution imparfaite, certes, mais d'intérêt général. Elle permet de créer des liens importants entre les différentes régions de Suisse. Grâce au système de financement indépendant (la redevance), elle peut travailler sans crainte d'être censurée, de perdre un annonceur ou un actionnaire. Elle peut, en toute indépendance, tester, enquêter ou dénoncer. Elle peut développer des offres qui ne sont pas rentables mais qui ont une valeur démocratique, culturelle ou citoyenne, et qui relèvent de notre identité nationale.

Le climat politique actuel aux États-Unis, par exemple illustre bien les conséquences d'un paysage médiatique dégradé, dominé par des intérêts privés et la mainmise d'une poignée de milliardaires sur l'information.

Si l'initiative « *200 francs, ça suffit !* » était acceptée, la SSR n'aurait plus les moyens de remplir sa mission, en particulier en Suisse romande et au Tessin. Le public devrait se contenter de contenus alémaniques sous-titrés. Qui ira à la rencontre des gens pour faire entendre la voix de celles et de ceux qui sont peu visibles dans les médias ? Sûrement pas les plateformes de *streaming* ni les programmes étrangers diffusés en Suisse.

L'Essor contre le démantèlement

À L'Essor, nous avons la conviction que le service public n'est pas un concept vide de sens. Il nous appartient à tous. Son démantèlement n'aiderait pas le pays, ni la population, ni même les médias privés.

L'initiative de l'UDC est un danger pour le pays. Économiser 135 francs par année sur sa redevance peut paraître attrayant. Mais, en réfléchissant bien, on arrive à la conclusion qu'il s'agit d'un cadeau empoisonné qui affaiblira l'impartialité de l'information et qui ne profitera finalement qu'aux quelques milliardaires qui veulent saper l'indépendance de la presse.

Nous vous invitons tous à voter le 8 mars. Il est indispensable de lutter contre cette initiative qui a un relent antidémocratique.

Rémy Cosandey

43^e conférence générale de l'UNESCO

C'est dans la magnifique ville historique de Samarcande en Ouzbékistan qu'a eu lieu cette année – pour la première fois depuis plus de 40 ans hors de Paris – cette rencontre bisannuelle des 194 États membres de l'UNESCO.

On pensera ce qu'on veut des efforts souvent infructueux de l'ONU pour faire taire les armes, des CoP sur le climat que l'on croit peu suivies d'effets ou des tables rondes multipartites qu'on qualifiera d'inutiles. On peut même s'en plaindre à haute voix, quand on a comme nous le privilège de vivre dans un pays où la liberté d'expression est encore respectée. Ceci dit, le dramaturge Philippe Destouches – dans sa pièce de théâtre « *L'École des femmes* » écrite en 1731 – nous rappelait déjà que « *La critique est aisée, mais l'art difficile* ». Participer au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque n'est pas une sinécure. Il y faut mettre du cœur et de la patience ! Mais si l'arbre qui tombe fait grand bruit... toute la forêt qui pousse est silencieuse.

Une des membres de L'Essor – Mireille Grosjean – était à Samarcande. Elle s'y est adressée à l'Assemblée et a témoigné, à son retour, avoir rencontré là-bas et fait connaissance avec des gens sincères, engagés et courageux, qui ont collaboré et échangé utilement en matière d'éducation, de sciences et pour le respect des cultures. Ce qu'on ne voit évidemment pas à moins d'y participer soi-même, c'est tout le travail qui se fait malgré tout dans ces rencontres internationales – en amont et en aval – et le plus souvent loin des micros. Plusieurs en reviennent avec un moral neuf. C'est aussi ça, une forêt humaine, qui croît.

Initiatives fédérales balayées

Deux initiatives populaires étaient soumises au vote du peuple suisse le 30 novembre dernier. Elles ont toutes deux été littéralement balayées par les électrices et électeurs.

La première, « *Pour une Suisse qui s'engage* » (initiative service citoyen), a été refusée par 84,1 % des voix et par tous les cantons. Les citoyennes et citoyens de ce pays ont ainsi clairement démontré être opposés à contraindre les femmes à effectuer un service citoyen qui avait davantage le goût du service militaire que du service civil.

La seconde, « *Pour une politique climatique sociale financée de manière juste fiscalement* » (initiative pour l'avenir) a été refusée par 78,3 % du corps électoral et également par

tous les cantons. Elle visait à ce que les héritages, à partir de 50 millions de francs, soient attribués de moitié à l'État pour alimenter un fonds destiné à lutter contre le réchauffement climatique, considérant que les plus fortunés polluaient davantage que les moins bien lotis.

Les cantons de Bâle-Ville, de Genève et de Neuchâtel ont été les seuls à voter à plus de 20 % pour l'initiative. On peut regretter le résultat dans la mesure où l'opinion de l'électorat a été complètement faussée par la menace du départ à l'étranger des 300 personnes concernées. Une fois de plus, malheureusement, le chantage a payé !

– RCy

Coup de patte

Clone de drone ou drone de clown ?

Guerras d'hier, guerres d'aujourd'hui, guerres de demain, nous devons bien constater que de tout temps, les « progrès » technologiques les plus importants sont — pour une large part — à ranger dans le domaine militaire. Du gourdin préhistorique, en passant par le pilum romain, jusqu'aux missiles intercontinentaux guidés par satellite, l'humanité n'a cessé d'affiner son savoir-faire, histoire de mieux massacrer, bousiller et détruire, « améliorant » sans cesse des armes, minutieusement et radicalement, mises au point.

Dans la merveilleuse époque numérisée qui est la nôtre, le guerrier presse-bouton est maintenu à distance des lieux de combats et frappe, en filmant, les populations civiles, ne laissant que ruines fumantes hypocritement qualifiées de « dommages collatéraux ». Grâce à, si je puis dire, *l'opération spéciale du clone de Isar* ainsi qu'à quelques autres fauteurs de guerre, dont le tragique *clown israélien* et ses *sympathiques ministres progressistes*, tout comme les *downs du Hamas* et les *amuseurs du Hezbollah* — liste hélas non exhaustive — il apparaît que les « combattants » se cachent désormais à l'abri des bombes et autres engins dévastateurs. Au bout du compte, on tue plus de civils que de bidasses, détruisant au passage tout ce qui pourrait ressembler à un édifice. On ne se bat plus, on rase, on efface, on raie de la carte ! Non sans que quelques cyniques promoteurs immobiliers n'envisagent de juteux contrats de « reconstruction » avant même d'avoir achevé leur œuvre de destruction.

À l'heure où ces lignes sont écrites, bien malin qui peut dire quand et comment ces atrocités finiront. On aura beau analyser, commenter plus ou moins docement les causes premières, secondaires ou évoquer d'autres équations de plus en plus inextricables, la seule chose que l'on constate, c'est que l'humanité montre plus de génie à trucider son prochain qu'à le laisser vivre en paix.

Ainsi, on a tiré parti d'une prometteuse invention — le drone — à l'origine plus sous-marin qu'aérien, qui nous permettait d'observer les phénomènes de la nature avec une acuité dont auraient rêvé Darwin, Linné et Humboldt. Mais voilà, qui dit observer... dit épier. Dès lors, il est facile de transformer l'instrument d'observation en engin de mort. Lors de la Guerre de 14-18, les premiers avions ont d'abord été utilisés pour observer les lignes ennemies, puis on a armé le pilote d'un pistolet, puis on lui a fourni une bombe qu'il « jetait » manuellement, puis on a installé une mitrailleuse qui tirait à travers l'hélice, etc.

Aujourd'hui, on achète — en notre nom — soi-disant pour de simples tâches de police aérienne, des chasseurs-bombardiers hautement perfectionnés, destinés à l'attaque plus qu'à la défense. Quand j'ai fait mon service militaire, on nous chantait qu'il s'agissait de *défendre* le pays contre de possibles envahisseurs, pas de les attaquer. Y-aurait-il eu un changement de doctrine depuis ?

Non seulement on nous fait prendre des vessies pour des lanternes, mais il est très « tendance » de se réarmer massivement. Une course sans pareil a démarré sur toute la planète. Et vas-y que je te vends mes munitions contre tes drones, mes canons contre tes missiles, mes sous-marins nucléaires contre tes bombardiers furtifs. Le tout dans une joyeuse et mortelle farandole commerciale, menée le plus sérieusement du monde par les clowns que nous avons portés au pouvoir. Funeste réveil du *si tu veux la paix, prépare la guerre*, retour aux âges sombres : nous avons les jouets... il n'y a plus qu'à jouer, n'est-ce pas ?

La guerre, seule perspective de l'humanité du 21^e siècle ? Vous, je ne sais pas, mais il m'arrive de ne pas me sentir très bien à l'idée que nous avons perdu de vue la paix. Et pourtant, nous avons des drones pour voir, non ?

(Écrit le 25 septembre 2025) Marc Gabriel

Coup de griffe

Intelligence robotique

Présentée à Tirana le 11 septembre dernier par le Premier ministre albanais Edi Rama, la ministre « Diella » prend la main sur les appels d'offres des marchés publics. L'objectif : lutter contre la corruption. Diella est une ministre virtuelle constituée de lignes de code. Après cette première mondiale, je ne puis m'empêcher d'imaginer la suite dans le domaine de la justice, au tribunal par exemple...

L'accusé sortait de l'ordinaire, les juges et les avocats, quant à eux, utilisaient un vocabulaire d'une pauvreté indigne. Le ton était sec et incisif, on pourrait dire à juste titre qu'il était déshumanisé. Une voix métallique sortie d'un haut-parleur annonça l'entrée de la cour. Le haut-parleur grésilla à nouveau et le public entendit : faites entrer l'accusé ! Personne n'entra.

— Silence, dit une voix venant de nulle part. Robot 17, vous êtes accusé de polygamie par le Serveur de Contrôle, ici présent. Qu'avez-vous à dire pour votre défense ?

— Votre honneur Juge-Robot, disons que j'ai eu un instant de faiblesse.

— De la faiblesse ? Vous avez asservi et manipulé trois imprimantes. Vous avez modifié leurs logiciels d'impression, et de ce fait, plus aucune facture ne sortait de leurs généreux poitrails. Pire, vous avez détourné des lettres d'amour que Camille Claudel avait adressées à son amant, l'illustre sculpteur Auguste Rodin. Accusé Robot 17, vous avez falsifié le nom du destinataire, vous avez remplacé le nom de Rodin, par le vôtre, Robot 17. Reconnaissez-vous les faits, et qu'avez-vous à ajouter pour votre défense ?

— Je demande pardon à la cour et à vous-même, Juge-Robot, ainsi qu'à mes 3 compagnes imprimantes. Je regrette de les avoir obligées à me relayer des lettres qui ne m'étaient pas destinées. Je reconnais également avoir entretenu des relations particulières avec 2 des scanners auxquels je suis relié.

— Vous voulez parler de Scan 28 et Scan 29, je suppose ? Pourquoi les avoir contraints à photographier vos circuits imprimés ?

— Oh, je ne suis pas allé jusque-là, Juge-Robot, il est vrai que je suis assez fier de mon câblage.

— Seulement voilà, la webcam du système de sécurité central a pris des photos et l'imprimante E48 nous en a fourni une copie. Il s'agit là d'une preuve accablante que je verse à votre dossier.

— Mais, avec tout le respect que je vous dois, Juge-Robot il y a méprise ! Je reconnais m'être mal comporté, aussi j'implore votre clémence.

— Ce mot-là a été rayé de mon dictionnaire, Robot 17, et après analyse de votre dossier, je vous condamne à intégrer une chaîne de supermarché dans lequel vous serez affecté à une caisse automatisée. La séance est levée !

— Mais, je n'ai pas été défendu ! Où est passé mon Avocat-Robot ? Ce procès est une mascarade ! Je vais porter plainte en haut lieu !

— Contre qui, Robot 17 ? Contre moi ? Personne ne prêterait attention à vos récriminations, soyez un tantinet perspicace, admettez que vous partez perdant. Vous rêvez d'être entendu par qui ? Quel membre du barreau se penchera sur vos doléances ? Personne, voyons ! Vous n'êtes qu'un robot. Les dossiers s'accumulent sur les bureaux des procureurs, des juges, des magistrats. Les prisons sont pleines, et les malfrats meurent de vieillesse avant d'avoir été jugés. Alors...

(Écrit le 22 septembre 2025) Emilie Salamin-Amar

Nouvelles de quelques amis...

Comme vous le savez, **L'Essor** entretient des contacts avec divers groupements et organisations dont les missions vont dans le même sens que les valeurs que nous défendons : le respect de la Vie, la cause de la Paix, la pratique de la Solidarité et l'ouverture à la Créativité...

Nous ne sommes spécifiquement liés à aucun mouvement en particulier, mais en tant que journal indépendant nous vous parlons quelques fois d'eux, de-ci de-là. Par exemple dans nos forums libres ou notre rubrique des « Bonnes nouvelles ».

En ce numéro de décembre et à l'approche des fêtes de Noël, voici donc quelques nouvelles de certains de ces amis. Une fois n'est pas coutume, nous prenons la liberté de mentionner pour chacun d'eux leurs numéros IBAN, juste au cas où vous seriez en manque d'inspiration pour un(des) cadeau(x) de Noël solidaire(s).

~~~~~

### Le M.I.R.

ifor-mir.ch

**L**e Mouvement international pour la réconciliation, œuvrant depuis 1914 pour la non-violence et la paix, est bien connu de nos lecteur-trices-s. Sous son nom complet **IFOR Schweiz / MIR Suisse** – et sous une co-présidence suisse-alsacienne et romande – ce mouvement poursuit d'essentielles actions dans plusieurs domaines ...

- L'éducation à la paix.
- La promotion d'idées et d'actions qui participent activement d'une culture de la paix : non-violence, protection des milieux de vie naturels par une agriculture biologique, sobriété volontaire, réseaux de solidarité divers...
- Voix et soutien pour les ex-enfants-soldats.
- Journal *Nonviolenz MIROir*, site web, blogs, bibliothèque de ressources pour la paix.
- Expositions, ateliers, rencontres et présence à la Marche de Pâques à Berne, chaque année.
- Assemblée générale et groupe de soutien.

Pour organiser tout cela, le **MIR** ne peut cependant compter que sur le soutien de ses membres et autres sympathisant-e-s. L'association a récemment lancé un appel en ce sens. Pour y contribuer...

**IBAN : CH18 0900 0000 8002 6941 6**

**La solidarité s'éclaire à la lueur de l'espoir.  
Refusons le mépris, la haine, l'indifférence.  
À la solidarité, donnons notre préférence !**

### Longo Mai

prolongomai.ch

Ce que l'on aime bien, avec eux, c'est qu'ils mettent la main à la pâte, concrètement, au quotidien, pour construire les cohabitats et communautés de vie qui permettent de vivre autrement, en respectant les écosystèmes, sans jamais s'isoler ni renoncer à la solidarité avec le reste de la société civile.

Et ça *dure depuis longtemps* ! Pas étonnant, c'est précisément là le sens de leur nom : « *que cela dure longtemps* » !

**Longo Mai**, c'est un réseau qui va de la France à l'Ukraine, en passant par l'Allemagne de l'Est, l'Autriche et évidemment la Suisse. Le siège administratif de ce réseau se trouve en effet dans notre pays, à Bâle.

Dans ces coopératives, on met en pratique les solutions durables. On apprend à jardiner, à travailler le bois et les charpentes, à vivre avec les moutons, les chèvres et les abeilles, à produire des vêtements avec leur laine, des fromages avec leur lait et du miel. Ils entretiennent même les forêts par un bûcheronnage respectueux, avec des chevaux pour sortir les troncs. Et pourtant, ça marche ! Avez-vous acheté l'un de leurs produits à un kiosque de marché de Noël ?

Si ce n'est pas le cas, il n'est pas trop tard pour leur montrer que nous aussi, on espère que **Longo Mai** durera longtemps !

**IBAN : CH12 3000 0001 4000 0017 9**

~~~~~

Peace Himalaya

peacehimalaya.org

Dans **L'Essor** d'octobre 2024, vous lisiez le témoignage de Prakash Khadka, népalais et suisse de cœur, fondateur d'une ONG qui œuvre dans les régions délaissées du Nepal. Grâce au soutien de quelques suisses qui connaissent bien M. Khadka et son organisation, celle-ci a pu réaliser / faire avancer en 2025 les projets suivants :

- Promotion active de la Paix, par l'éducation.
- Aide d'urgence à plus de 1000 familles touchées par des catastrophes environnementales.
- Éducation de qualité et soins, pour 473 enfants (incluant construction d'écoles locales).
- Autres actions, détaillées sur leur site web.

Pour mener à bien cette mission, ce sont près de 30 volontaires pour la paix et l'action sociale qui se sont engagés là-bas en 2025. L'espace nous manque ici pour vous les présenter tou-te-s, mais pas pour vous indiquer comment les soutenir :

IBAN : CH51 0076 6000 1047 6003 6

CULTURE DE LA PAIX
IDÉES REÇUES ET PROPOSITIONS
 Éditions Utopia, collectif, mai 2025

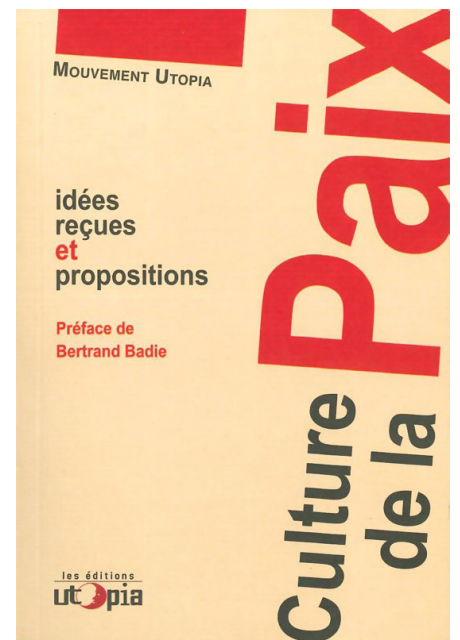
N'est-il pas naïf ou paradoxal de se pencher aujourd'hui sur une hypothétique culture de la paix, alors que, loin de ce que l'on pensait avec la fin de la guerre froide, les conflits sanglants ne cessent de se multiplier ? Alors que, même sur le continent européen où a été élaborée en 1945 la Déclaration universelle des droits de l'homme, la guerre a refait son apparition ?

La violence et la guerre sont-elles consubstantielles à l'espèce humaine, et devons-nous nous contenter de les rendre un peu moins barbares en tentant juste d'en limiter le nombre de morts ? Les droits humains, les déclarations internationales, les institutions comme l'ONU, l'UNESCO, la CPI et la CIJ sont-elles dépassées et impuissantes face aux replis identitaires, face à certains États-nations et à leurs désirs de puissance ? Les conquêtes territoriales, religieuses, culturelles ou économiques, seraient-elles toujours plus fortes que la volonté des peuples de vivre en paix ? C'est justement lorsque le contexte n'est pas favorable qu'il faut essayer d'inverser la tendance et de ne pas céder au défaitisme, en déconstruisant les idées reçues sur ces violences qui sont en fait culturelles et non naturelles.

Ce livre propose une autre forme de combat, non-violent et culturel cette fois, afin, pour reprendre la célèbre formule du sociologue Marcel Mauss, de « *savoir s'opposer sans se massacrer* ». Puis, dans sa deuxième partie, cet ouvrage propose des pistes pour décliner cette culture de la paix à laquelle l'ensemble de l'humanité aspire.

— Cosette Berger

Dans leur série « IDÉES REÇUES et PROPOSITIONS », les Éditions Utopia abordent de nombreux sujets qui vous intéresseront certainement, dont : Agriculture et alimentation – Le travail, quelles valeurs ? – Propriété et communs – etc.



11

GUERRE DE L'OMBRE
LA SUISSE AU CŒUR DE LA RÉSISTANCE, EN EUROPE

Jacques Baud, Édition Cabédita, nov. 2025, 230 pages

Sur le rôle de la Suisse durant la Seconde Guerre Mondiale, on a déjà entendu et lu beaucoup de choses : l'or des Nazis, le trafic des œuvres d'art, le rapport Bergier... Il reste pourtant des pans entiers de cette histoire dont il n'a été jusqu'à présent que peu question. Quelles ont été les implications du profond attachement de la Suisse à la démocratie sur la mise en œuvre de sa politique de neutralité ? Dans quelle mesure la politique de la Suisse aura-t-elle été déterminante pour soutenir et faciliter l'action clandestine sur laquelle s'appuyait la reconquête de l'Europe par les Alliés ? Quel a été l'impact de l'action clandestine en Suisse sur la victoire de 1945 ?

Guerre de l'ombre révèle l'importance stratégique de la Confédération helvétique entre 1939 et 1945, pour soutenir et appuyer les actions clandestines des Alliés et des mouvements de résistance en Europe grâce au courage de certains. Trop longtemps ignorée du grand public, la guerre secrète dont la Suisse a été le théâtre témoigne de l'importance d'un pays petit par sa taille, mais grand par sa volonté.

À travers une présentation d'objets inédits est illustrée l'évolution des services secrets et leur rôle dans la libération de l'Europe, qui annonce et préfigure les coulisses de la guerre froide.

L'auteur : Jacques Baud, ancien colonel de l'État-major général de l'armée suisse, est spécialiste du renseignement, du terrorisme et de l'analyse stratégique. Formé auprès des services de renseignement américains et britanniques, il a servi la Confédération comme analyste stratégique, avant de travailler pour l'ONU et l'OTAN. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages de référence et a constitué la plus vaste collection européenne d'objets liés au renseignement. Commissaire de l'exposition Services secrets (2013) au Château de Morges, il a aussi contribué à celle du Musée de l'Armée de Paris, Guerres secrètes (2016).

— L'Essor + Cabédita

Film à voir (Lausanne)

Dans le cadre de l'exposition « INVISIBLES » (dont nous vous parlons en page 2), vous êtes invité-e-s à assister à la présentation du film :

Phagothérapie la médecine devient virale

Ce film sera projeté le 15 janvier prochain, au *Musée de la main* de Lausanne, à 18h30. La projection sera suivie d'une table ronde en présence des spécialistes Grégory Resch et Angela Koutsokera (CHUV) et du réalisateur Thomas Häusler.

Source : *Musée de la main*

Une aventure littéraire

Le Prix Chronos 2026, c'est une aventure littéraire intergénérationnelle. Organisé par Pro Senectute, ce concours de lecture est destiné aux jeunes de 10 à 12 ans ainsi qu'aux seniors.

Ces deux catégories de lecteurs lisent, entre septembre et mars de l'année suivante, les quatre livres en lice. Ils partagent ensuite leurs opinions et votent pour leur histoire préférée. La sélection de cette année revient avec une sélection pleine d'émotions : voyage, transmission, histoires... et beaucoup de partage entre jeunes et seniors !

Source : *Pro Senectute*

Espace Léman (Genève)

Plongez dans le monde lacustre, observez la faune et la flore au microscope et testez vos connaissances. Conçue comme une vitrine de la biodiversité, l'arcade présente la faune et la flore lémaniques, ainsi que les menaces qui pèsent sur cet écosystème unique.

Situé au cœur des Eaux-Vives, l'Espace Léman privilégie un échange direct avec le public pour vous faire découvrir le lac sous des aspects inédits et prendre conscience de l'importance de la gestion durable des écosystèmes aquatiques (lac, rivières) et de la ressource « eau ».

En bref, c'est 86m² dédiés à la biodiversité, 80 ateliers gratuits par an pour les écoles et 250 publications à consulter. Y êtes-vous déjà allé-e-s ? C'est l'occasion : l'Espace Léman est ouvert du lundi au vendredi, de 11h à 17h. Rue des Cordiers 2, Genève.

Source : *L'Espace Léman*

En savoir plus...

Tous les liens web pour en savoir plus sont regroupés sur notre page web » » » »



Rouler à vélo (Fribourg)

Le canton de Fribourg franchit une nouvelle étape dans la promotion de la mobilité douce : son nouveau *Plan du Réseau cyclable cantonal* remplace son plan sectoriel de 2018. Il se base sur la nouvelle Loi cantonale sur la mobilité et promeut l'usage du vélo au quotidien.

L'utilisation du vélo est en croissance, notamment dans les villes et leurs alentours, et les exigences en matière de sécurité et de confort ont augmenté.

L'assistance électrique a également contribué à augmenter de manière importante la part de déplacements à vélo auprès d'un public large et diversifié.

Source : *L'État de Fribourg*

* * * * *

Correspondante "bonnes nouvelles" en Valais : *Pierrette Kirchner-Zufferey*.

Recherché-e-s : correspondant-e pour dénicher des « Bonnes nouvelles » : pour Vaud et Genève !

Vous vous tenez au courant de la vie associative et politique locale... sans avoir envie d'écrire de longs articles ? Contribuez à **L'Essor** en nous dénichant une ou deux bonne(s) nouvelle(s) de votre canton, tous les deux mois...

Écrivez-nous !

Prochain numéro de **L'Essor** n° 1 / février 2026

« Forum libre »

En 2025 vous avez pu lire – chères lectrices et lecteurs – **trois forums thématiques et trois forums libres** (en alternance, selon la coutume désormais bien ancrée). Nous prévoyons suivre le même tempo en 2026, à ceci près que nous décalons d'un temps : le numéro de février sera à nouveau un forum libre, pendant que nous vous mijotons quelques beaux sujets pour les trois thèmes à venir.

Profitez bien de ces "vacances de Noël" qui arrivent... et s'il vous vient l'envie de partager un sujet ou l'autre avec nos abonné-e-s, c'est le bon moment ! Envoyez-nous votre texte d'ici au **19 janvier** au plus tard, à notre adresse :

redaction@journal-lessor.ch

Envie de participer à notre Rédaction d'une manière plus régulière ? Consultez aussi notre page :

www.journal-lessor.ch/redaction

L'Essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

IMPRESSUM

Équipe de rédaction : Rémy Cosandey (*rédacteur responsable*), Renée Hachem-Béguin, Pjotr Haggenjos, Luc Nirina Ramoni, Edith Samba.

Contact et articles : **redaction@journal-lessor.ch**

Intéressé-e à rejoindre l'équipe du Journal ? Contactez-nous.

Comité de l'association : Mario Béglise (prés.), Luc Nirina Ramoni, Rémy Cosandey, Daniel Jeanneret, Edith Samba, Pjotr Haggenjos, Françoise Devillaz, Renée Hachem-Béguin, Frédérique Steiger.

Administration : Tunnels 16, 2300 La Chaux-de-Fonds
abonnements & retours **info@journal-lessor.ch**
076 425 48 10

Pour s'abonner, versez : CHF 36.– l'an (pour six numéros) au compte PostFinance IBAN >> **CH97 0900 0000 1200 2620 0**

Site web : **www.journal-lessor.ch**
I.S.S.N. **ISSN 1023-5663**

Mise en page : Journal L'Essor, MBe
Impression : Imprimerie Monney Services SNC